

## RIO+20 - ÉTUDE DE CAS SUR LE BRÉSIL

### *Lutte contre la faim et la pauvreté au Brésil : un beau succès certes, mais...*

Le Brésil a obtenu de fabuleux résultats en matière de lutte contre la pauvreté et la faim à l'échelle nationale. En seulement neuf ans, il a réduit la malnutrition infantile de 61 % et la pauvreté rurale de 15 %, principalement en favorisant l'agriculture locale et la consommation de produits locaux. En parallèle, il a eu le même succès avec ses ventes alimentaires, si bien qu'il est en passe de devenir le premier exportateur mondial de produits alimentaires.

Le Brésil semble avoir trouvé le Graal de l'alimentation à l'ère de la mondialisation. L'an dernier, il a mis sur pied un centre d'excellence pour la lutte contre la faim afin de partager avec les autres pays en développement l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de son programme « Fome Zero » (Faim zéro). Le Brésil est également devenu une référence internationale en matière de sécurité alimentaire, notamment auprès de l'Organisation mondiale du commerce et des agences alimentaires des Nations unies, à titre d'exemple. À Rio, tout le monde sera à l'écoute du Brésil.

Pourtant, derrière les statistiques incroyables du Brésil et son indéniable réussite, une question lancinante reste sans réponse. En réalité, le Brésil se maintient dans un équilibre précaire entre la « grande » et la « petite » agriculture. La première contribue à stimuler la croissance économique du pays mais, ce faisant, absorbe de grandes quantités de ressources naturelles. Elle risque donc de nuire aux petits agriculteurs que l'État a placés au cœur de ses politiques de lutte contre la pauvreté et la faim avec tant de succès.

Dans l'optique de nourrir le monde de demain, le principal enseignement à tirer de l'exemple du Brésil est probablement sa capacité à allier ces deux modèles et à atténuer les frictions, notamment en matière de durabilité de l'environnement et des ressources. Il se pourrait que le Brésil – et lui seul, selon certains – puisse concilier ces intérêts contradictoires du simple fait de l'étendue de ses terres arables et de l'abondance de ses ressources, outre une société civile combative, en mesure de se faire entendre et de défendre ses politiques les plus progressistes.

Mais même le Brésil n'y est pas encore parvenu. Ses succès à titre de grand exportateur mondial et de fournisseur de produits locaux ont un coût environnemental et social énorme.

Au Brésil, les petits agriculteurs représentent environ 70 % du marché alimentaire national. Ils jouent également un rôle économique majeur par le biais de leurs coopératives agricoles et dans l'« économie solidaire » du pays, laquelle vise la primauté de la personne sur le capital. Le gouvernement brésilien s'est attaché à soutenir ces petits agriculteurs pour régler ses problèmes de pauvreté et de faim. Lancé en 2003, le programme « Faim zéro » a multiplié par huit les prêts accordés aux petits agriculteurs. En combinaison avec d'autres mesures sociales telles que la revalorisation du salaire minimum et l'octroi d'aides financières « Bolsa Família » (Bourse familiale) aux familles démunies, « Faim zéro » a permis de sortir de la pauvreté 28 millions de personnes sur une population de 192 millions d'habitants, de réduire la malnutrition infantile et d'améliorer le revenu moyen des exploitations agricoles familiales de 33 % contre une hausse moyenne générale de 13 %.

Les débuts du programme « Faim zéro » remontent à 1988, année d'adoption par le Brésil d'une nouvelle constitution fondée sur les droits humains. D'importants efforts déployés par la société civile et le gouvernement ont abouti, en 2010, à un amendement de la constitution intégrant le

droit à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Tout un cadre réglementaire, comprenant une participation et un contrôle social, est entré en œuvre pour relier les différentes structures gouvernementales et d'autres groupes travaillant sur le thème de la sécurité alimentaire. L'État est devenu le catalyseur de la production, la consommation et la distribution des denrées alimentaires au Brésil.

Le gouvernement a commencé à renforcer ses politiques alimentaires publiques et à en concevoir de nouvelles. Par exemple, le programme national d'alimentation scolaire a imposé aux écoles de s'approvisionner auprès d'exploitations agricoles familiales pour 30 % de la nourriture qu'elles servent. Le programme d'achats alimentaires a consacré 3,5 milliards de réaux brésiliens (1,76 milliards de dollars) à l'achat de produits alimentaires auprès de 160 000 petites exploitations agricoles ; ce seul programme a bénéficié à 14 millions de personnes par an.

Le succès de « Faim zéro » s'explique notamment par le fait que le programme a réellement encouragé tous les groupes à contribuer à la conception et à la mise en œuvre des mesures. Mouvements sociaux, syndicats d'agriculteurs et organisations de femmes ont tous participé aux pourparlers sur les politiques et les pratiques et sur le développement stratégique. Ils ont contribué au suivi et ont eux-mêmes endossé une part de responsabilité dans des mécanismes tels que le Conseil national sur l'alimentation et la nutrition (CONSEA), composé pour un tiers de représentants gouvernementaux et pour deux tiers de membres de la société civile.

Le programme « Faim zéro » demeure néanmoins en contradiction avec l'autre modèle agricole du Brésil : une agro-exportation massive qui vise à faire du pays le premier exportateur mondial de produits alimentaires. Ce secteur est dominé par d'immenses entreprises agroindustrielles privées – nationales et transnationales – opérant sur un marché extrêmement concurrentiel. Celles-ci font un usage de nouvelles technologies et de ressources naturelles particulièrement intensif, à la mesure de la puissance de leur groupe de pression politique. Le Brésil investit substantiellement dans la recherche agricole. C'est désormais le deuxième producteur mondial de soja et un leader des agrocarburants, en particulier de la production d'éthanol à partir de la canne à sucre.

Le secteur agroindustriel joue un rôle essentiel dans la croissance économique du Brésil ; il représentait 22 % du PIB brésilien en 2011. Pourtant, de sérieuses questions se posent quant à son impact social, sa durabilité environnementale et sa résilience. De nombreux éléments concourent à établir que le secteur surexploite de manière irresponsable le réservoir immense de ressources naturelles du Brésil. Le vaste secteur bovin, notamment, les utilise de façon particulièrement peu rationnelle. Le pays est devenu un grand exportateur mondial de viande en grande partie parce qu'il a pu repousser la limite des pâturages toujours plus loin dans la forêt amazonienne. Une menace intolérable pèse aujourd'hui sur les terres amazoniennes et les moyens de subsistance des indigènes qui y vivent. Le secteur agroindustriel jouit d'une grande influence politique et exerce une pression considérable sur le gouvernement et ses politiques institutionnelles et budgétaires. Par exemple, il est parvenu à convaincre dernièrement le Congrès d'approuver un nouveau code forestier qui réduit la protection de la végétation naturelle et accorde l'amnistie pour les crimes écologiques commis avant 2008<sup>1</sup>.

Les modèles de production alimentaire du Brésil sont âprement disputés et, avec eux, l'ensemble de son modèle de développement. Le Brésil fait face à une multiplication de conflits territoriaux internes qui, liés à l'alimentation, à la terre, à l'eau, au climat et à l'énergie, coûtent la vie à des agricultrices et agriculteurs. Des lobbies font pression pour obtenir l'adoption de solutions fondées sur le marché, tandis que d'autres réclament plutôt un renforcement du rôle de l'État et de la réglementation. Le secteur agroindustriel et la petite agriculture entrent en

---

<sup>1</sup> La présidente du Brésil, Dilma Rouseff, a opposé son veto à plusieurs articles et il est peu probable que la question soit résolue avant Rio+20.

concurrence – de manière inégale – pour bénéficier des programmes et budgets publics. Cette contradiction se fait également sentir dans l'influence grandissante du Brésil dans la région et, de plus en plus, également en Afrique.

Le Brésil pourrait tirer un avantage économique de la hausse des prix alimentaires mondiaux. Mais, d'un autre côté, les Brésiliens qui vivent encore dans l'insécurité alimentaire souffriraient gravement de flambées des prix. Selon une enquête nationale par sondage sur les ménages réalisée en 2009, sur les 58,6 millions de ménages que compte le Brésil, 17,7 millions – soit 30,2 % – connaissent toujours un certain degré d'insécurité alimentaire. Les ménages à risque sont plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain. Les ménages où le chef de famille est une femme présentent un risque plus élevé d'insécurité alimentaire (14,2 %) que ceux où le chef de famille est un homme (10,2 %). Ces résultats constituent une amélioration par rapport à 2004.

En outre, les femmes supportent généralement une charge plus lourde. Bien qu'elles produisent et fournissent davantage de produits agricoles, le débat sur leur rôle dans la production rurale ou dans l'approvisionnement alimentaire des grandes villes demeure limité. Les services sociaux du Brésil reconnaissent cependant le rôle des femmes en matière d'alimentation et de logement et celles-ci reçoivent des allocations dans le cadre du programme *Bolsa Família*, par exemple. Ce programme octroie des transferts monétaires aux ménages pauvres à la condition que leurs enfants soient scolarisés et fassent l'objet d'un suivi vaccinal et médical.

Le Brésil se trouve confronté à de nombreux défis. Le gouvernement ne s'imagine pas détenir le modèle agricole idéal, un modèle qui puisse nourrir l'ensemble de la population et assurer une croissance économique basée sur l'exportation, le tout de manière parfaitement durable. Mais il a désormais acquis une expérience assez solide pour que les responsables politiques, les producteurs, les entreprises et les consommateurs puissent en tirer profit. Pour les pays pauvres qui peinent à nourrir leur population, le Brésil est devenu une référence en matière de politique de sécurité alimentaire. Un statut qui lui confère des responsabilités sur les plans national et international. La réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale a été influencée par l'expérience brésilienne, notamment s'agissant de la participation de la société civile. En janvier 2012, José Graziano da Silva, qui s'est directement occupé du programme « Faim zéro », est devenu directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

La campagne CULTIVONS d'Oxfam contribue aux propositions visant à corriger les déséquilibres qui subsistent manifestement dans le modèle alimentaire ambivalent du Brésil en matière d'équité et de durabilité. Le Brésil a engrangé d'indéniables expériences positives à souligner et à reproduire, mais affiche également un développement agressif et socialement et écologiquement non durable du secteur agroindustriel, lequel exerce en outre une influence politique malsaine. Il faut s'y opposer. La société civile et les mouvements sociaux du pays voient qu'il est encore possible de multiplier et développer les améliorations, les mesures d'incitation et les investissements pour parvenir à un modèle de production et de consommation alimentaire socialement et écologiquement durable au Brésil... et ailleurs.

Fin

La campagne CULTIVONS d'Oxfam vise à créer un avenir meilleur et à assurer la sécurité alimentaire et la prospérité de toutes et tous dans un monde aux ressources limitées. Pour en savoir plus, rendez-vous sur : [www.oxfam.org/fr/cultivons](http://www.oxfam.org/fr/cultivons).